

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26, rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 26/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SGG société Saint Georges Granulats

BP 367
La Ballastière
37700 Saint-Pierre-des-Corps

Références : 2024-289_RAPVI SSG
Code AIOT : 0010004017

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2024 dans l'établissement SGG société Saint Georges Granulats implanté Les Pièces de la Haute Barde 37360 Beaumont-Louestault . L'inspection a été annoncée le 17/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SGG société Saint Georges Granulats
- Les Pièces de la Haute Barde 37360 Beaumont-Louestault
- Code AIOT : 0010004017

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de calcaire, située au lieu-dit "Le Mauny" sur la commune de Beaumont-Louestault, est exploitée sous couvert de l'arrêté préfectoral n°20840 du 23 octobre 2019. La durée d'autorisation est de 30 ans, soit une échéance fixée à 2049. L'exploitant actuel de la carrière est la société SGG. La production annuelle autorisée est de 150 000 tonnes de matériaux extraits maximum.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 2.9.1	/	Demande d'action corrective	60 jours
2	Surfaces S1, S2, S3	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 2.9.1	/	Demande d'action corrective	60 jours
3	Rapport annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 2.9.1	/	Demande d'action corrective	60 jours
6	Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 2.1.4.6	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
9	Bornage	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 2.1.4.1.2	/	Demande d'action corrective	60 jours
10	Transmission des résultats de mesures des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 7.2.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
11	Émergence et niveaux limites de bruit	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 7.2.1; 7.2.2 ; 7.2.4	/	Demande d'action corrective	60 jours
12	Réseau piézométrique et programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 4.6.3	/	Demande d'action corrective	60 jours
13	Protection des piézomètres	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 4.1.3.2.2	/	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 1.7.2	Sans objet
5	Matériaux extraits et quantités autorisées	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 1.2.3	Sans objet
7	Fond de fouille	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 1.2.4	Sans objet
8	Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 1.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 2.9.1
Thème(s) : Autre, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ; • les bords de la fouille ; • les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ; • l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ; • les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; • le positionnement des fronts ; • la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. <p>[...] Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats :

Le plan d'exploitation mis à jour le 21 décembre 2023 a été remis à l'inspection des installations classées lors de l'inspection du 7 mars 2024.

Ce plan comporte les éléments prescrits par l'article sus-visé, dont notamment :

- l'implantation des deux piézomètres, du forage, du fossé collecteur, du bassin d'orage et du ruisseau du Mauny ;
- la localisation de 18 bornes, dont leurs caractéristiques sont précisées sur un cartouche du plan (coordonnées et type de bornes) ;
- les limites du périmètre d'autorisation, du périmètre d'extraction et des abords à 50 mètres ;
- le nom des parcelles (section et numéros) ;
- les différentes surfaces (décapée, réaménagée ...) ;
- les cotes altimétriques ...

Cependant, il est à noter que :

- les parcelles situées au Nord-Ouest du site ne sont pas indiquées ;
- un changement de numérotation de parcelles semble avoir eu lieu (selon le site "Géoportail de l'urbanisme", les parcelles du périmètre du site seraient les parcelles ZS0009 pour partie, ZS0008 et ZS0010 et non plus les parcelles ZS2 et ZS7 pour partie).

En l'absence de locaux sur la carrière, il n'y a pas d'exemplaire du plan d'exploitation conservé sur site.

[PdC n°1] Le plan d'exploitation est à compléter avec les noms des parcelles manquantes et celles déjà indiquées sont à vérifier. Aucun exemplaire de plan n'est conservé sur l'emprise de la carrière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°1] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60jours

N° 2 : Surfaces S1, S2, S3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 2.9.1

Thème(s) : Autre, Exploitation

Prescription contrôlée :

[...] Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.

Constats :

Le plan d'exploitation mis à jour le 21 décembre 2023 comporte un cartouche où sont notifiées les surfaces suivantes :

- Surface des infrastructures (S1) = 1,9804 ha ;
- Surface en chantier (S2) = 1,5236 ha ;
- Surface du front non remis en état (S3) = 0,167 ha.

Les surfaces S1, S2 et S3 prescrites pour la première phase quinquennale d'exploitation sont :

- S1 = 2,88 ha,
- S2 = 3,91 ha,
- S3 = 0,25 ha.

Pour la surface en chantier de la première phase d'extraction, une grande partie n'est actuellement que décapée. L'arrêté préfectoral d'autorisation ayant été signé le 23 octobre 2019, la première phase quinquennale d'exploitation arrive à échéance le 23 octobre 2024.

Au vu de ces différents éléments, l'exploitation de la carrière présente un retard par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation. Ce retard n'a pas été mentionné ni explicité dans une annexe au plan d'exploitation.

[PdC n°2] Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état doivent être mentionnés et explicités dans une annexe au plan d'exploitation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°2] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Rapport annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 2.9.1

Thème(s) : Autre, Exploitation

Prescription contrôlée :

[...] Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, eau, vibrations, etc.), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus- nommé.

Constats :

Le plan d'exploitation du 21 décembre 2023 ne comporte pas d'annexe relatif au rapport annuel d'exploitation. Des matériaux ont été extraits, sur l'année 2023 (pour des essais) et des mesures de surveillance ont été réalisées.

[PdC n°3] Un rapport annuel d'exploitation doit être réalisé chaque année et annexé au plan d'exploitation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°3] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60jours

N° 4 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 1.7.2
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : Article 1.7.2 : L'exploitation est menée en six périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA). Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée. Cf. Tableau dans AP. Article 1.7.5 : L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants : - tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ; - sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'incendie TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.
Constats : L'exploitant a transmis à la préfecture et à l'inspection des installations classées, par courrier du 1er décembre 2022, l'acte de cautionnement du 7 novembre 2022, valide jusqu'au 22 octobre 2024, pour un montant de 223 965 euros (le TP01 pris en compte étant celui de juin 2022, d'une valeur de 129,1). Les surfaces S1, S2, S3 actuelles ne dépassent pas celles prescrites pour la détermination du montant des garanties financières (cf. constat "Surfaces S1, S2, S3"). Le montant des garanties financières pour la première phase quinquennale d'exploitation prescrit par l'article sus-visé est de 192 391 euros (avec le TP01 du 1er octobre 2018 de 110,9).

<p>Le montant des garanties financières a bien été actualisé suite à l'augmentation de plus de 15% du TP01 (16,41%).</p> <p>[PdC n°4] Pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Matériaux extraits et quantités autorisées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 1.2.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée : La production maximale de matériaux extraits de la carrière est de 150 000 tonnes / an (avec une moyenne de 38 500 tonnes/an). La quantité totale autorisée à extraire est de 1 117 000 tonnes (1 266 000 m³).</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déclarations GEREP de 2020 à 2022 ont été consultées. Les quantités extraites sur ces années sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2020 : 0 kilotonne ; - 2021 : 1 kilotonne de calcaires ; - 2022 : 1 kilotonne de calcaires. <p>La déclaration GEREP pour l'année 2023 n'ayant pas encore été réalisée lors de la visite d'inspection du 7 mars 2024, l'exploitant a indiqué suite à la visite qu'une quantité de 2 kilotonnes avait été extraite en 2023. L'ensemble des matériaux extraits ont été transférés sur le site de Faverolles-sur-Cher afin d'y être concassés et vendus.</p> <p>L'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées que l'exploitation de la carrière est actuellement en phase d'essais afin de trouver le meilleur processus pour rentabiliser les matériaux extraits.</p> <p>[PdC n°5] Pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Conduite de l'extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 2.1.4.6</p>

<p>Thème(s) : Autre, Contrôle par des organismes extérieurs</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/12/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entreprise doit disposer sur le site de la carrière, d'une bascule et d'une comptabilité précise des quantités extraites et vendues.</p> <p>Des organismes agréés doivent procéder à des contrôles réguliers portant notamment sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> • les appareils de pesage; • les installations électriques. <p>Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite d'inspection du 16 décembre 2021, il était demandé à l'exploitant de fournir les caractéristiques techniques du godet de pesage de la chargeuse (le site n'étant pas pourvu d'installation électrique ni de bascule) et les résultats du dernier contrôle du matériel. L'exploitant avait indiqué que la mise en place d'une bascule serait envisagée lorsque la production augmentera (après la fin de l'exploitation de la carrière de Faverolles sur cher).</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 7 mars 2023, le site était toujours dépourvu de bascule et d'installation électrique. L'exploitant a indiqué que les matériaux extraits lors des essais de la carrière ont été transférés sur le site de Faverolles-sur-Cher où est présente l'installation de traitement de matériaux.</p> <p>La fiche technique du godet de pesage (fiche technique MC402 relatif au système de pesage embarqué pour chargeuse calculant le poids soulevé par le godet avec une précision à 99% ou plus) et les résultats de la dernière vérification de celui-ci (rapport d'intervention n°26853 du 22 février 2024 notifiant la conformité de l'instrument) ont été transmis à l'inspection des installations classées à la suite de la visite.</p> <p>Il est à noter que la chargeuse n'était pas sur site le jour de l'inspection.</p> <p>[PdC n°6] Le site de la carrière n'est pas équipée d'une bacule.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°6] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60jours

N° 7 : Fond de fouille

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 1.2.4
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : La cote de fond de fouille minimale est fixée à 100,5 m NGF à l'ouest et à 106,75 m NGF à l'est, en tout état de cause toujours maintenue au moins un mètre au dessus des plus hautes eaux connues de la nappe des calcaires lacustres.
Constats : Le plan d'exploitation mis à jour le 21 décembre 2023 a été consulté. Les cotes altimétriques notifiées sur le plan, au niveau de la zone où a eu lieu l'extraction pour les essais, sont supérieures à la cote minimale d'extraction (entre 107,67 et 108,96 m NGF). [PdC n°7] Pas d'écart constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Périmètre d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 1.5
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : La zone d'extraction de la carrière a été vue au cours de la visite du site. Les bords de fouilles se trouvent à plusieurs dizaines de mètres des limites du périmètre autorisé. Par ailleurs, les limites d'extractions sont tracées sur le plan d'exploitation mis à jour le 21 décembre 2023. Par sondage, la distance entre le périmètre d'autorisation et le périmètre d'extraction a été vérifiée sur le plan au niveau de la zone décapée. La valeur mesurée (0,7 cm) correspond, selon l'échelle indiquée sur le plan, à une distance de 10,5 mètres. [PdC n°8] Pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 2.1.4.1.2
Thème(s) : Autre, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; • le cas échéant, des bornes de nivellement. <p>Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les bornes délimitant le périmètre de l'autorisation sont localisées sur les plans d'exploitations annuels. Un cartouche présent sur le plan présente également les coordonnées respectives des bornes et leur type (borne OGE piquet, borne métal).</p> <p>Aucune borne n'est indiquée sur le plan au niveau de la partie Est du périmètre de l'autorisation (entre les bornes 10 et 11, sur une distance de plus de 700 mètres) alors que le périmètre d'autorisation n'est pas rectiligne (présence de 5 angles différents).</p> <p>Lors de la visite du site, les bornes 1, 17 et 18 ont été constatées à l'entrée de la carrière. La borne OGE n°11 a été cherchée à proximité du piézomètre n°1 mais en l'absence de plaquette de localisation, elle n'a pas été trouvée.</p> <p>[PdC n°9] Le périmètre de l'autorisation n'est pas suffisamment délimité à l'Est. L'exploitant s'assurera que les bornes demeurent en place et soient toujours dégagées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°9] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60jours

N° 10 : Transmission des résultats de mesures des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 7.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/12/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans [...] Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
Constats : Suite à la visite d'inspection du 16 décembre 2021, il était demandé à l'exploitant de transmettre les résultats des mesures d'émissions sonores à la Préfecture d'Indre-et-Loire. Par courriel du 15/03/2024, la Préfecture d'Indre-et-Loire a notifié ne pas avoir été destinataire du rapport de mesures. [PdC n°10] Les résultats des mesures réalisées sont à transmettre au préfet avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration (cf. constat "Émergence et niveaux limites de bruit").
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°10] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60jours

N° 11 : Émergence et niveaux limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 7.2.1; 7.2.2 ; 7.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Article 7.2.1: Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée. Cf. Tableau dans AP. Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté. Article 7.2.2: Les niveaux limites de bruit doivent être inférieures, en limite de propriété de

l'établissement, à 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit.

Article 7.2.4 : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Constats :

Le rapport (n°21_13.178_ALE) relatif aux mesures des émissions sonores réalisées le 7 octobre 2021 a été consulté (dernier rapport disponible).

Les mesures de bruit ont été réalisées en période diurne sur des durées de plus de 30 minutes :

- pour le bruit ambiant : de 11h-11h55 et 13h-14h55,
- pour le bruit résiduel : de 12h-12h55 et de 15h-15h40.

Les émergences sonores ont été mesurées aux huit points identifiés sur le plan annexé à l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les 8 émergences mesurées sont inférieures aux valeurs seuils admissibles (l'émergence la plus haute est celle mesurée au niveau du lieu-dit «Les cartes» avec pour valeur 3 dB).

Les niveaux sonores en limite de propriété n'ont pas été mesurés. L'exploitant a indiqué ne pas les avoir réalisés en l'absence d'identification de point de mesures sur le plan de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions de l'article 2.2 de l'annexe à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 sont rappelées à l'exploitant : « *Le contrôle des niveaux de bruit admissibles en limites de propriété de l'établissement, fixés par l'arrêté d'autorisation, est effectué aux emplacements désignés par cet arrêté. A défaut, les emplacements de mesures sont déterminés en fonction des positions respectives de l'installation et des zones à émergence réglementée, de manière à avoir une représentativité satisfaisante de l'effet potentiel des émissions sonores de l'installation sur les zones habitées ...* »

[PdC n°11] La conformité des niveaux sonores en limites de propriété ne peut pas être vérifiée, aucune mesure en limite de propriété n'ayant été faite lors de la campagne de mesures de 2021.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°11] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60jours

N° 12 : Réseau piézométrique et programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 4.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place, avant le début de l'exploitation de la carrière, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué d'au minimum trois piézomètres, un en amont et deux en aval hydraulique du site. Afin de déterminer l'emplacement et les caractéristiques de ces piézomètres, l'exploitant soumet à l'approbation de l'inspection des installations classées, une étude réalisée par un hydrogéologue qualifié indépendant précisant le sens d'écoulement de la nappe, le nombre de piézomètres à retenir, leur localisation ainsi que le niveau à surveiller. [...] L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées : cf. Tableau dans AP. En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux). Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements et le sens d'écoulement de la nappe, avec une localisation des piézomètres.
Constats : La surveillance des eaux souterraines se fait actuellement à partir de deux piézomètres et d'un forage. L'exploitant a indiqué au cours de la visite d'inspection du 7 mars 2024 que le forage, qui était auparavant utilisé pour l'installation de traitement de matériaux (lors de l'autorisation précédente), n'est plus qu'utilisé actuellement que pour le suivi des eaux souterraines (le traitement des matériaux se faisant à sec dans le cadre de la nouvelle autorisation). Le rapport de suivi des eaux 2023 établi par l'exploitant a été consulté. Un tableau récapitule les résultats d'analyses réalisées sur les deux piézomètres ainsi que sur le forage. Deux analyses des prélèvements en eaux souterraines par an sont effectuées depuis 2020. Les paramètres pH, température, conductivité, DCO, MES et hydrocarbures sont mesurés. La fréquence trimestrielle des relevés piézométriques pour le piézomètre 1 et le forage est également respecté (données presque mensuelles depuis mai 2020). Le niveau piézométrique n'est plus relevé depuis le 17 juin 2020 pour le piézomètre n°2, celui-ci étant à sec. Ces niveaux piézométriques sont bien renseignés dans un tableau. Un plan présentant l'emplacement des ouvrages et le sens d'écoulement est également présent. Cependant, il est à noter que le sens d'écoulement a été indiqué en l'absence des courbes isopièzes et déterminé en se basant sur les niveaux piézométriques du piézomètre n°1 et du

forage qui ne captent pas les mêmes aquifères.
[PdC n°12] Le réseau de surveillance des eaux souterraines, actuellement présent sur le site de la carrière, ne répond pas aux dispositions de l'article sus-visé. Le sens d'écoulement de la nappe, au vu de la configuration du réseau et en l'absence d'isopièzes, est à confirmer.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°12] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60jours

N° 13 : Protection des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 4.1.3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : La protection de la tête du forage assurera la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire. Elle comprendra une dalle de propreté en béton de 3 m ² minimum centrée sur l'ouvrage, de 0,30 cm de hauteur au dessus du terrain naturel, en pente vers l'extérieur du forage. La tête du forage sera fermée par un regard scellé sur la dalle de propreté muni d'un couvercle amovible fermé à clef et s'élèvera d'au moins 0,50m au-dessus du terrain naturel. L'ensemble limitera le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêchera les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 7 mars 2023, le forage et le piézomètre n°1 ont été vus. Ces deux ouvrages sont munis respectivement d'une dalle en béton. Cependant, celles-ci ne répondent pas aux dimensions prévues par le présent article, que ce soit au niveau surfacique ou en hauteur et elles ne présentent pas de pentes vers l'extérieur. La tête du forage est capotée et cadénassée mais ne s'élève pas à plus de 50 cm du terrain naturel. Pour le piézomètre n°1, il est à noter que sa tête était cassée à ras de la dalle béton. L'exploitant a indiqué que celle-ci a dû être heurtée par un engin agricole (le piézomètre se situant en limite d'une parcelle cultivée). L'exploitant a fourni un devis signé relatif à la réparation de la tête du piézomètre n°1 associé au

bon de commande correspondant (devis n°D202400021). En attendant la réparation du piézomètre, l'exploitant l'a protégé en fixant une plaque métallique sur la dalle en béton.

[PdC n°13] Les dalles béton et les têtes d'ouvrages ne sont pas conformes aux dispositions de l'article sus-visé. La tête du piézomètre n°1 a été endommagée à la suite d'un choc accidentel. L'article 4.1.3.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation prescrivant une inspection périodique des piézomètres, il serait appréciable de réaliser celle du piézomètre n°1 afin de vérifier que le choc n'ait pas endommagé la structure du piézomètre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°13] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60jours